

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 26 septembre 2024

ZOOM : L'INCERTITUDE JURIDIQUE AUTOUR DU BUDGET DE L'ÉTAT COLOMBIEN POUR 2025 ALIMENTE LES PRÉOCCUPATIONS.

BOLIVIE

43 tonnes d'équipement sont arrivées en Bolivie pour l'assemblage du premier réacteur nucléaire de recherche.

En 2023 le déficit budgétaire de la Bolivie a atteint 10,9 % du PIB.

COLOMBIE

Au S1-2024, le déficit budgétaire atteint son niveau le plus élevé en 20 ans.

Flambée des prix de l'électricité en raison du phénomène El Niño.

Recul des IDE entrants (-12,4 % g.a) entre janvier et août 2024.

EQUATEUR

La crise énergétique s'approfondit et les pertes du secteur privé seraient de l'ordre de 100 M USD par jour.

Le taux de créances douteuses du système financier est en légère augmentation.

PEROU

Moody's améliore les perspectives de la note créditrice du Pérou.

L'ANIN voit son rôle élargi par un nouveau décret.

VENEZUELA

Accord présidentiel pour les appels d'offres de fréquences 5G.

Résultats de l'enquête qualitative auprès des entreprises, menée par Fedecámaras.

Zoom : L'incertitude juridique autour du budget de l'Etat colombien pour 2025 alimente les préoccupations.

Le récent blocage du budget de l'Etat pour 2025 au sein des commissions économiques du Sénat ([cf. brèves du 12 septembre](#)) place le futur du budget colombien dans l'incertitude. Selon l'article 351 de la Constitution colombienne, en l'absence de consensus parlementaire dans les temps impartis, le gouvernement a désormais la possibilité de décréter le budget par voie présidentielle¹. Trois scénarios sont alors envisagés par les analystes :

- (i) Le premier serait d'opter pour le budget original proposé en juillet, totalisant 124,5 Md USD. C'est l'option [privilégiée par le Président Petro sur X](#). Ce projet de budget intègre une réforme fiscale qui n'a pas encore été votée par les parlementaires pour 2,9 Md USD (celle-ci ne pouvant pas passer par décret présidentiel). Certains analystes estiment que le décret présidentiel ne peut pas intégrer de recettes issues d'une réforme fiscale n'ayant pas été votée, sauf à être retoquée par la Cour Constitutionnelle ;
- (ii) Le deuxième viserait à passer via décret le budget initial, tout en retranchant les 2,9 Md USD de la réforme fiscale encore en discussion ;
- (iii) Le troisième consisterait à réitérer le budget de 2024, qui s'élevait à 119,7 Md USD (soit 4,8 Md USD en moins).

Andrés Pardo, *chief-economist* de *XP Investments* et ancien Vice-Ministre des Finances estime que le scénario le plus probable semble être le scénario (ii), c'est-à-dire un budget excluant les 2,9 Md USD de recettes pour l'heure non-financées, ce qui aboutirait à un budget de 121,6 Md USD. Ce scénario respecterait la limite de déficit imposée par la règle budgétaire et n'autoriserait pas d'émission de dette supplémentaire sans l'approbation ultérieure de la réforme fiscale mentionnée *supra*.

Toutefois, certains analystes sont plus pessimistes : les analystes de la banque *Itaú* et le Comité Autonome de la Règle Budgétaires (CARF) ont exprimé des doutes quant à la capacité du pays à atteindre le déficit prévu par la règle budgétaire en l'absence d'une réforme structurelle des recettes, même en cas d'approbation de la réforme fiscale, jugeant les prévisions de recettes comme étant surestimées. Pour mémoire, les recettes fiscales ont significativement baissé en 2024, et le Gouvernement prévoit des hausses en 2025 au titre d'une meilleure efficacité. **Par ailleurs, les agences de notation Moody's (Baa2, -) et S&P (BB+, -) ont déjà abaissé leurs perspectives pour la Colombie à négative en juin et janvier derniers respectivement**, et l'absence de nouvelles sources de financement accroît la probabilité d'une dégradation, toujours selon les analystes.

¹ Article 351 de la Constitution colombienne : "Si le Congrès n'adopte pas le budget général de la Nation dans les délais constitutionnels, le projet présenté par le gouvernement sera appliqué par décret ayant force de loi."

Bolivie

43 tonnes d'équipement sont arrivées en Bolivie pour l'assemblage du premier réacteur nucléaire de recherche.

La directrice générale de l'Agence Bolivienne de l'Energie Nucléaire (ABEN), Hortensia Jiménez Rivera, a indiqué que les équipements technologiques destinés au réacteur nucléaire de recherche RB-01 sont bien arrivés à Santa Cruz. Elle a également indiqué qu'ils seront transportés dans les prochains jours vers la ville d'El Alto, où ces équipements de haute technologie seront installés au Centre de Recherche et de Développement en Technologie Nucléaire (CIDTN). **Le réacteur RB-01, dont la mise en service est prévue pour le deuxième semestre 2025, sera le premier de Bolivie et sera situé à plus de 4 000 mètres au-dessus du niveau de la mer, ce qui en fera l'installation nucléaire la plus haute du monde.** Son impact s'étendra à des secteurs tels que la santé, l'exploitation minière, la gestion des ressources en eau et l'agriculture. Le programme nucléaire bolivien bénéficie du soutien de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) et respecte strictement les normes internationales relatives à l'utilisation pacifique de cette technologie.

En 2023 le déficit budgétaire de la Bolivie a atteint 10,9 % du PIB.

Selon les chiffres officiels publiés par le ministère de l'économie, en 2023, le déficit global du secteur public non-financier (déficit budgétaire) s'est élevé à 5,0 Mds USD. Ce montant équivaut à 10,9 % du produit intérieur brut (PIB). Pour l'année 2023, le Ministère de l'Economie et la Banque centrale avaient prévu un déficit du secteur public non financier de 7,5 % du PIB. En d'autres termes, le résultat final est supérieur de 3,4 points à la projection du gouvernement. Pour 2024, la loi de finances (PGE), ainsi que la Banque centrale, prévoient un déficit de 8,8% du PIB.

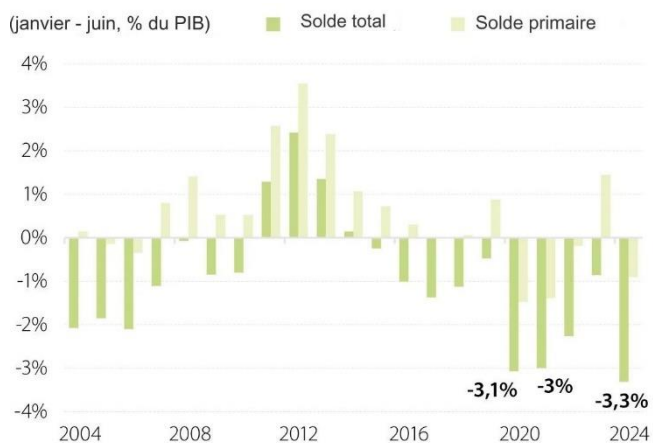
Colombie

Au S1-2024, le déficit budgétaire atteint son niveau le plus élevé en 20 ans.

Au S1-2024, le déficit budgétaire de la Colombie atteint -3,3 % du PIB, marquant son niveau le plus élevé des 20 dernières années. **Cette contre-performance résulte d'un effet de ciseau, avec une hausse des dépenses publiques de**

+21,3 % conjuguée à une baisse des recettes fiscales de -3,9%. Le solde primaire s'établit notamment à -0,9 % du PIB, atteignant la limite imposée par la règle budgétaire. L'équipe de recherche économique de *Banco de Bogotá* alerte ainsi sur une faible marge de manœuvre budgétaire et un risque de non-respect des objectifs de collecte, malgré les efforts annoncés pour ajuster les dépenses publiques et réduire le budget. Le respect de la règle budgétaire repose, à leur sens, sur une sous-exécution du budget associé à une collecte fiscale exceptionnelle, comparable à celle de 2021. Faute d'actions correctrices, les recettes fiscales pourraient afficher un écart de 2,3 Md USD par rapport à l'objectif fixé (66,4 Md USD).

Graphique: Solde budgétaire - Colombie (2004-2024).



Source: Banco de Bogota / La Republica.

Flambée des prix de l'électricité en raison du phénomène El Niño.

L'agence de notation *S&P Global* a publié cette semaine un rapport indiquant l'impact du phénomène climatique El Niño sur les prix de l'électricité dans la région LATAM. **En 2024, la Colombie affiche les prix de l'énergie les plus élevés de la région, principalement en raison de sa forte dépendance aux réservoirs d'eau, dont les niveaux ont été gravement affectés par El Niño.** Les prix de l'énergie ont ainsi grimpé de moins de 50 USD/MWh en décembre 2022 à près de 300 USD/MWh en janvier 2024, avant de se stabiliser autour de 240 USD/MWh ces derniers mois, un niveau bien supérieur à ceux enregistrés au Panama, au Mexique ou au Chili (compris entre 50 et 100 USD/MWh). La récente flambée des prix sur le marché de l'énergie, en partie due

à la baisse des niveaux des réservoirs², avec un pic à 932,5 USD/kWh, a accentué la pression inflationniste sur les tarifs. Toutefois, l'impact sur les consommateurs demeure limité à court terme, puisqu'environ 80 % de l'électricité est fournie via des contrats bilatéraux, ce qui atténue l'effet immédiat des fluctuations du marché boursier.

Recul des IDE entrants (-12,4 % g.a) entre janvier et août 2024.

Entre janvier et août 2024, les investissements directs étrangers (IDE) en Colombie ont reculé de 12,4 % g.a, atteignant 7,8 Md USD, contre 9,4 Md USD sur la même période en 2023, d'après le dernier rapport de la Banque centrale. Ce déclin est notamment imputable à une chute des IDE pétroliers (-30,3 % g.a. au S1 2024) qui totalisent 1,2 Md USD sur la période.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+0,7 %	+21,3 %	1 322
Change USD/COP	+0,5 %	+2,9 %	4 185,8
Change EUR/COP	+1,2 %	+10 %	4 676,3
Prix du baril (Brent, USD)	-4,7 %	-22,8 %	71,16

Equateur

La crise énergétique s'approfondit et les pertes du secteur privé seraient de l'ordre de 100 M USD par jour.

Le comité des entrepreneurs équatoriens (CEE), l'équivalent du MEDEF, estime que les pertes liées à la crise énergétique seront de l'ordre de 100 M USD par jour pour le secteur privé, au moment où les coupures d'électricité s'amplifient pouvant atteindre jusqu'à 12 heures par jour. Face à cette situation complexe, le ministre de l'énergie a présenté des solutions à court terme consistant en l'achat de 341 Mw d'énergie thermique (location de bateaux producteurs d'énergie) et la location de nouveaux bateaux en 2025 produisant 800 Mw supplémentaires.

Le taux de créances douteuses du système financier est en légère augmentation.

Le taux de créances douteuses du système financier équatorien (privé, public et coopératives) est passé de 4,2 % en août 2023 à 4,8 % en août 2024. Toutefois, cet indicateur s'établit à 8,7 % en août 2024 pour les coopératives du premier segment, équivalentes à des banques de taille moyenne, et qui représentent environ 80 % du secteur des 404 coopératives. Néanmoins, les actifs et les dépôts de l'ensemble du système financier sont en augmentation en glissement annuel de 7,4 % et de 7,5 % respectivement.

Pérou

Moody's améliore les perspectives de la note créditrice du Pérou.

Moody's a revu à la hausse les perspectives concernant la note créditrice sur la dette à long terme du Pérou, de « négatives » à « stables ». La notation créditrice se maintient à « Baa1 » justifiée notamment par des réserves budgétaires équivalentes à 10 % du PIB. Selon l'agence de notation, le relèvement des perspectives pour le Pérou répond à la mise en œuvre de réformes et à un environnement politique plus favorable qui participeraient à restaurer une certaine stabilité institutionnelle. Cet ajustement intervient après l'abaissement au début de l'année 2023 de cette note à « négative », au moment de la crise politique et des manifestations. De plus, bien qu'entre avril 2021 et février 2024, la confiance des entreprises ait été affectée par l'incertitude politique, la situation semble se résorber : au premier semestre 2024, le PIB a augmenté de 2,5 %, avec une accélération de 3,5 % au deuxième trimestre, rassurant les investisseurs.

L'ANIN voit son rôle élargi par un nouveau décret.

Un nouveau décret habilite dorénavant l'Autorité nationale des infrastructures (ANIN) à effectuer des transferts financiers en faveur des gouvernements régionaux et municipaux. Cette habilitation est cependant conditionnée à l'approbation d'une fiche

² Andrés Gallego, analyste chez Corficolombiana, a signalé que ces niveaux sont tombés à 49,7 % de leur capacité maximale, atteignant ainsi leur plus bas point depuis septembre 1982.

technique qui centralise tous les travaux, services et consultations que l'État péruvien attribue et à une exécution financière supérieure ou égale à 50 % à la date de publication du décret. L'objectif affiché de cette réforme est de réactiver un grand nombre de travaux paralysés. Le décret autorise dans le même temps l'ANIN à générer un portefeuille d'investissements territoriaux stratégiques (CIET), d'un montant inférieur à 53 M USD, dans la zone d'influence du port de Chancay afin de réaliser le plan de développement urbain (PDU) qui devrait être approuvé d'ici deux mois. Ce PDU contient notamment une série de projets tels que des travaux routiers pour la mobilité urbaine et rurale à Chancay ou encore la construction d'un corridor touristique côtier.

politique instable (13%) et l'environnement macroéconomique défavorable (13%). Les défaillances des services publics (91%) et le manque de carburant (88%) pèsent particulièrement sur le secteur manufacturier, le commerce et le tourisme.

Venezuela

Accord présidentiel pour les appels d'offres de fréquences 5G.

N. Maduro a donné son accord pour que les entreprises privées puissent participer à des appels d'offres pour obtenir des fréquences 5G. Jorge Márquez, vice-président sectoriel de travaux et services et Directeur général de la Commission nationale des télécommunications (Conatel), a également souligné la croissance remarquable du nombre d'entreprises offrant des services internet dans le pays. Ce nombre est passé de 90 sociétés à près de 270 au cours des dernières années. **De plus, il a annoncé une augmentation de 246 % de la consommation d'internet dans le pays.**

Résultats de l'enquête qualitative auprès des entreprises, menée par Fedecámaras.

L'enquête du T2-2024 menée par Fedecámaras (équivalent du MEDEF au Venezuela) révèle une révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2025, passant de +8 % en janvier à +4,2 % aujourd'hui. Parmi les secteurs analysés, les communications (+10 %), l'industrie manufacturière (+5,7 %) et les services immobiliers (+3,9 %) affichent les meilleures perspectives, tandis que le tourisme (-0,4 %) et l'agriculture (+0,7 %) sont en difficulté. Les principaux obstacles identifiés incluent l'accès limité au financement bancaire (14,7 %), la situation

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr